

Le discours antifrançais en Afrique francophone

Alain Antil, François Giovalucchi, Thierry Vircoulon

DANS ÉTUDES 2023/10 (SEPTEMBRE), PAGES 7 À 18

ÉDITIONS S.E.R.

ISSN 0014-1941

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-etudes-2023-10-page-7.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE DISCOURS ANTIFRANÇAIS EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Alain ANTIL, François GIOVALUCCHI et Thierry VIRCOULON

La politique française est de plus en plus contestée en Afrique. Contribuent à ce désaveu les opérations militaires comme le maintien du franc CFA. Il faut aussi souligner des causes internes. Pour les classes politiques africaines, le « complot français » est le bouc émissaire parfait vers lequel orienter le mécontentement populaire. S'y ajoute la renaissance de courants panafricanistes qui trouvent un soutien à Moscou.

Il est désormais devenu courant de voir des drapeaux français brûler lors de manifestations en Afrique francophone. Au Sahel, ces dernières années, des slogans hostiles, des déclarations tonitruantes de militants mais aussi des discours d'officiels sur la responsabilité de Paris dans la crise que connaît la région se font entendre. Plus généralement, l'idée d'un « complot de la France contre l'Afrique » s'est généralisée et fait maintenant partie des figures obligées de la rhétorique politique africaine¹.

Si la contestation de la politique française en Afrique n'est pas nouvelle, sa montée en puissance et sa tonalité le sont. Autrefois invisibilisée par des régimes répressifs et les appareils médiatiques officiels, la contestation de la politique française existe depuis les indépendances mais la critique raisonnée qui portait sur les éléments objectifs de cette politique s'est transformée en diatribe

1. Cet article se fonde sur le rapport coécrit par Alain Antil, François Giovalucchi et Thierry Viroulon, « Thématiques, acteurs et fonctions du discours antifrançais en Afrique francophone », *Études de l'Ifri*, Institut français des relations internationales (Ifri), 14 juin 2023 (sur www.ifri.org).

antifrançaise quasiment hystérique sur les réseaux sociaux et dans les propos des néopanafricanistes qui mettent l'accent sur la désignation d'un ennemi plus que sur l'unité africaine.

En France, les cercles dirigeants relativisent les mises en garde des chercheurs, des journalistes et même de leurs propres administrations. Il s'agirait de « poussées de fièvre » ponctuelles en lien avec des situations de crise et leur cortège de désespoir, de « points de friction » sur des éléments fantasmés ou déformés de la politique française à l'égard du continent, d'opérations d'influence concoctées par des adversaires géopolitiques désirant éroder l'influence française sur le continent. Cependant, même s'il y a effectivement des sujets de crispation, des divergences d'intérêts et de la désinformation pour orienter la colère populaire contre Paris, la réalité du mécontentement africain contemporain contre la politique française ne peut être niée. En fait, la « relation privilégiée » que les autorités françaises croient entretenir avec le continent africain est aujourd'hui rejetée par une grande majorité des Africains. Largement répandue dans la classe politique hexagonale, l'idée d'une « vocation africaine de la France² » qui s'incarne dans une politique et des outils institutionnels contraste avec l'idée du « complot de la France contre l'Afrique » largement admise dans l'opinion publique africaine. Les points de vue ne pourraient être plus divergents des deux côtés de la Méditerranée : alors que le discours de la « France amie de l'Afrique » prévaut dans les milieux officiels à Paris, on fait quotidiennement le procès de la « France ennemie de l'Afrique » dans de nombreuses capitales africaines.

Pour comprendre le procès africain de la politique française, il convient d'analyser les principales critiques adressées à la politique française et de montrer comment le « complot de la France contre l'Afrique » est devenu une ressource politique, notamment en période de crise. Enfin, le rôle des milieux néopanafricanistes et de leur rapprochement avec des puissances étrangères paraît essentiel dans l'amplification de la mise en accusation de la politique française en Afrique.

2. Jacques Chirac, « La vocation africaine de la France », *Le Monde*, 7 novembre 1981 (sur www.lemonde.fr).

Un réquisitoire contre la politique française

En Afrique, la critique de la politique française a une longue histoire et n'est pas née avec l'opération Barkhane (2014-2022). Cette politique est généralement qualifiée de néocoloniale car elle viserait à faire perdurer la domination coloniale par d'autres moyens. La formulation conceptuelle de cette politique néocoloniale est la « Françafrique », une réalité historique indéniable³ mais dont la contemporanéité est réfutée par les autorités françaises actuelles. Depuis plusieurs décennies, des thématiques critiques ont été formulées et développées dans les milieux africains. Ces thématiques concernent les outils de ce qui est perçu à tort ou à raison comme un système de domination (l'interventionnisme militaire, le franc CFA et la politique d'aide) et forment le principal réquisitoire contre la politique française en Afrique. Le franc CFA est considéré comme un outil de contrôle économique. La présence de bases militaires françaises et l'interventionnisme militaire français sont aussi jugés comme des instruments de la domination néocoloniale. Et soixante ans après les indépendances, l'aide publique au développement est perçue comme humiliante, clientéliste et opaque, car sous-tendue de contreparties.

« En Afrique, la critique de la politique française a une longue histoire »

Depuis les indépendances, l'Afrique est la zone de prédilection des interventions militaires françaises rendues possibles par des accords de coopération militaire et de défense avec les pays africains et un dispositif militaire permanent implanté sur le continent. Le ministère de la Défense a dénombré pas moins de 52 interventions militaires en Afrique de 1964 à 2014. Au début des années 1960, l'armée française entretenait 30 000 hommes en Afrique, dans des bases implantées en Côte d'Ivoire, en République centrafricaine, à Djibouti, au Gabon, à Madagascar, au Niger, au Sénégal et au Tchad. Entre 1960 et 1963, la France a signé une douzaine d'accords de défense avec des

3. Sur la Françafrique, son histoire et son évolution, on lira : François-Xavier Verschave, *Françafrique : le plus long scandale de la République*, Stock, 1998 ; Philippe Hugon, « Où en est-on de la "Françafrique" ? », *Revue internationale et stratégique*, 2010/1, n° 77, pp. 163-168 ; Jean-Pierre Bat, *Le syndrome Foccart, la politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Gallimard, 2012 ; Thomas Noiro et Fabrice Tarrit (dir.), *Françafrique. La famille recomposée*, Syllepse, 2014 ; Antoine Glaser, *AfricaFrance. Quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu*, Fayard, 2014 ; collectif, *L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique*, Seuil, 2021 ; « Les origines méconnues du mot "Françafrique" », *Afrique XXI*, 20 février 2023.

pays d'Afrique francophone nouvellement indépendants. Les effectifs furent réduits à environ 20 000 hommes en 1970 puis continuèrent leur décroissance pour atteindre 6 100 hommes aujourd'hui. De même, les bases militaires françaises ont considérablement diminué et il n'y a plus que quatre bases permanentes (Dakar, Abidjan, Libreville et Djibouti), regroupant 3 100 hommes. S'y ajoute le dispositif de 3 000 hommes mis en place dans le cadre de Barkhane, doté d'implantations au Tchad et au Niger, à la suite du retrait récent du Mali et du Burkina Faso, à la demande des autorités.

Déclenchées pour soutenir des régimes africains alliés ou déposer des régimes ennemis, ces opérations extérieures (« opex », en jargon militaire) ont démontré aux opinions publiques africaines que l'armée française jouait le rôle de « gendarme de l'Afrique francophone » en fonction des convergences ou divergences d'intérêts entre Paris et certains pouvoirs, qu'ils soient démocratiques ou non. Les expéditions militaires les plus polémiques sont sans conteste Turquoise (Rwanda, 1994), Licorne (Côte d'Ivoire, 2002-2015) et Harmattan (Libye, 2011). Si la première a gravement terni l'image internationale de la France en l'associant au dernier génocide du XX^e siècle⁴, les deux autres ont démis des présidents africains, accréditant l'idée que Paris faisait et défaisait les régimes par la force et selon son bon vouloir.

Malgré l'alignement de la diplomatie française sur l'Union africaine et sa politique de « solutions africaines aux problèmes africains », les expéditions militaires françaises sur le continent ont continué au XXI^e siècle pour culminer avec la plus ambitieuse d'entre elles, l'opération Barkhane (2014-2022). Cette dernière a cristallisé le mécontentement des autorités du Mali et de l'opinion publique ouest-africaine au point de conduire à une crise entre Paris et Bamako et de susciter une campagne hostile sur les réseaux sociaux en Afrique. L'échec de l'armée française dans son appui à l'armée malienne pour réduire les groupes djihadistes et contenir l'insécurité a été imputé à un agenda caché, par une opinion publique africaine qui ne comprend pas comment une armée moderne, équipée des dernières technologies et composée de soldats formés et payés, peut échouer face à un ennemi en situation d'infériorité militaire. Pour cette opinion publique, loin

4. Voir, à ce sujet, le rapport de la commission Duclert : Vincent Duclert, « La France, le Rwanda et le génocide des Tutsi (1990-1994). Rapport remis au président de la République », 26 mars 2021 (sur www.vie-publique.fr) ; voir François Robinet, « Rwanda 1994 : un rapport pour l'histoire ? », *Études*, n° 4284, juillet-août 2021, pp. 7-19.

de combattre, l'armée française coopérait avec les djihadistes⁵ et s'adonnait au pillage des ressources de la région (or, bétail, etc.⁶).

La souveraineté monétaire en question

Création coloniale, le franc CFA (FCFA) a vu son existence prolongée par divers accords de coopération monétaire prévoyant une parité fixe avec le franc français puis l'euro ; le dépôt dans un compte au Trésor français d'une partie des devises détenues par les pays membres de la zone franc ; la représentation de la France dans les instances des deux Banques centrales (Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest [BCEAO] et Banque des États d'Afrique centrale [BEAC]).

Si le franc CFA a fait l'objet de critiques techniques de la part d'économistes de tous horizons, ce sont aujourd'hui les critiques politiques qui sont brandies par ses détracteurs les plus virulents. Les critiques politiques avancées mettent l'accent sur la confiscation de la souveraineté monétaire, en rappelant la dévaluation imposée en 1994 qui a été perçue comme une rupture majeure de contrat entre Paris et les pays de la zone franc et a conduit à une forte perte de pouvoir d'achat. Par ailleurs, la centralisation des devises est perçue comme un hold-up français, même si elles restent disponibles et sont bien rémunérées. La représentation de la France dans la BCEAO et la BEAC est vécue comme une ingérence et enfin la fabrication en France des billets est vue comme inique et offensante.

La réforme du FCFA annoncée en décembre 2019 par les présidents Emmanuel Macron et Alassane Ouattara n'a pas mis fin aux critiques contre le « colonialisme monétaire ». Comme l'a rappelé la « déclaration des intellectuels africains sur la réforme du FCFA⁷ », la monnaie est, en effet, le symbole politique national par excellence et l'opinion publique est plus à même d'appréhender la symbolique politique du franc CFA que ses avantages et inconvénients écono-

5. L'interdiction d'accès de l'armée malienne à Kidal sous contrôle de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) depuis sa reprise aux djihadistes en 2014 a joué un rôle important dans cette accusation.

6. « Au Sahel, de folles rumeurs courent sur l'armée française », *Le Monde*, 5 décembre 2019 ; Julia Galan, « Des images de soldats français au Mali pillant les réserves d'or du pays ? Attention, intox ! », *France 24*, 11 juin 2021.

7. « Nous réaffirmons que la question de la monnaie est fondamentalement politique et que la réponse ne peut être principalement technique », dans « Communiqué des intellectuels africains sur les réformes du franc CFA », 7 janvier 2020 (sur www.financialafrik.com).

miques. D'ailleurs, le fait que les pays qui ont quitté la zone franc ne soient pas en pleine forme économique (Guinée, Madagascar) n'est guère pris en compte.

Le contraste est désormais criant entre le consensus politique étonnant dont bénéficie l'aide au développement en France (vote à l'unanimité en 2021 du projet de « loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales⁸ ») et la stigmatisation de la politique française d'aide en Afrique. À l'instar du franc CFA, celle-ci est condamnée au plan politico-moral plus qu'au plan économique. Elle est généralement critiquée comme porteuse d'un sentiment implicite de supériorité, notamment dans le cas français où la mission civilisatrice a été l'un des motifs majeurs invoqués pour la colonisation⁹. Par ailleurs, elle est soupçonnée, avec raison parfois, de fortes arrière-pensées politiques et servirait à soutenir des régimes à bout de souffle (octroi d'aide budgétaire au régime tchadien, par exemple).

Le passé colonial, une question secondaire

Si la critique africaine contre la politique étrangère française se focalise sur ces trois thématiques (l'interventionnisme expéditionnaire, la question de la souveraineté monétaire et la politique d'aide), elle s'intéresse peu au renouveau de l'histoire coloniale qui a lieu en France et aux polémiques qui l'accompagnent.

En effet, à l'inverse de l'Algérie où les débats sur la colonisation ont un fort écho politique et où les gouvernants réagissent vivement aux prises de position officielles françaises¹⁰, dans les anciennes colonies françaises d'Afrique subsaharienne, ces débats, éventuellement relayés par des membres de la diaspora, trouvent un écho chez les intellectuels mais ne mobilisent ni les gouvernants, ni l'opinion publique. Les passes d'armes entre la gauche et la droite françaises sur la colonisation (crime ou bienfait ?) et la reconnaissance par les autorités françaises de la responsabilité de la France dans des massacres coloniaux (la « part sombre

8. Fr. Giovalucchi et Th. Vircoulon, « L'aide française au développement entre Kaboul et Bamako. Nouveaux défis et vieilles recettes », *Esprit*, novembre 2021.

9. Alice L. Conklin, *A Mission to Civilize. The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1930*, Stanford University Press, Stanford, 1997.

10. La rente mémorielle du Front de libération nationale (FLN) évoquée par le président Emmanuel Macron a provoqué le rappel de l'ambassadeur d'Algérie en France.

de notre histoire », selon François Hollande¹¹) sont certes commentées mais elles ne figurent pas parmi les grands griefs brandis contre la politique française. La raison en est que les luttes coloniales ont aussi été clivantes dans les sociétés africaines et le sont encore. Si on ne peut parler en Afrique subsaharienne francophone de rente mémorielle, comme le président

« Le « **complot français** » sert aux élites politiques africaines à expliquer les trajectoires décevantes »

Macron l'a fait pour l'Algérie, les fantômes du passé sont toujours susceptibles d'être convoqués, sans toutefois constituer une ressource politique de premier plan pour mobiliser le plus grand nombre. L'état du système éducatif et la focalisation sur les soucis de survie quotidienne ne favorisent pas le retour sur l'histoire. Les drames du passé occupent donc une place modeste dans le discours antifrçais d'aujourd'hui.

Le complot français, une ressource politique

La critique de la politique africaine de la France dénonce une domination politique, militaire et économique qui s'exprime à travers l'idée d'un « complot de la France contre l'Afrique » expliquant les échecs du développement, de la démocratisation et les conflits. Fréquemment évoquée par les intellectuels, gouvernants et opposants africains, cette idée est entretenue en temps de paix et instrumentalisée en temps de crise au point de s'imposer comme une évidence dans une grande partie de l'opinion publique africaine. Son instrumentalisation tant par les gouvernants que par les opposants démontre qu'elle constitue dans le champ politique africain une ressource de premier ordre.

En dénonçant le « complot français », ils apportent une explication toute faite au mécontentement populaire et lui fournissent une cible de choix. En effet, le « complot français » sert aux élites politiques africaines à expliquer les trajectoires politiques, économiques ou sécuritaires décevantes. La France « pille les ressources », « soutient le terrorisme », « choisit les présidents », « manipule la Cedeao [Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest] »...

11. On peut citer notamment la prise de position de Jacques Chirac sur la répression de 1947 à Madagascar, celle de François Hollande sur le massacre de Thiaroye au Sénégal puis sur les « épisodes tragiques » de l'histoire de la France au Cameroun.

Oppositions comme majorités usent de cet argumentaire censé les dédouaner de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs concitoyens. Le « complot français » sert ainsi à expliquer les conflits et les dérives antidémocratiques de certains présidents. Quelques exemples récents méritent d'être rappelés.

Lors de l'apparition des djihadistes de Boko Haram au nord du Cameroun (2014), certains acteurs politiques et médiatiques de ce pays ont expliqué qu'il s'agissait d'un complot contre le régime, ourdi conjointement par la France et les élites camerounaises de cette région¹². Cette thèse était prétendument prouvée par l'équipement des djihadistes avec des armes françaises, accusation portée à la fois par les autorités gouvernementales tchadiennes et camerounaises¹³.

En 2017, le président tchadien Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990, avait déclaré devant des journalistes incrédules que le changement de la Constitution lui permettant de rester au pouvoir avait été concocté à son insu par les autorités françaises ! Ayant promis de quitter le pouvoir lors d'un précédent mandat, il imputait dans une interview télévisée qui a fait date le reniement de sa promesse à la pression du gouvernement français. Il se disculpait ainsi auprès du peuple tchadien en expliquant qu'il restait Président contre son gré, à la demande de Paris¹⁴ !

Du côté des oppositions africaines, la même rhétorique sur le « complot français » prévaut souvent. Elle sert à accuser les gouvernants d'être les complices de Paris et à expliquer l'impossibilité d'accéder au pouvoir. Plusieurs figures de l'opposition africaine (Succès Masra, au Tchad, et Ousmane Sonko, au Sénégal) illustrent ce discours politique. Le premier reproche à Paris son soutien au régime du fils d'Idriss Déby et le second reproche aux autorités françaises de soutenir le président Macky Sall, appelé parfois localement le « sous-préfet »¹⁵. La future élection présidentielle sénégalaise est donc d'ores et déjà interprétée à l'aune du « complot français ».

12. Marie-Emmanuelle Pommerole, « Les violences dans l'extrême-nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politiques », *Politique africaine*, 2015/2, n° 138.

13. Le ministre tchadien de la Communication avait notamment porté cette accusation sur la place publique.

14. Cette célèbre interview (www.youtube.com/watch?v=NczOkkR71IQ) avait, lors de sa diffusion, provoqué de nombreuses réactions.

15. Sabine Cessou, « Un an après les émeutes de Dakar, radioscopie du sentiment antifrançais », *Le Monde diplomatique*, 8 mars 2022.

La stratégie du bouc émissaire

La mise en accusation de la politique française s'épanouit en temps de crise, dans une stratégie classique de désignation d'un bouc émissaire. En Centrafrique, depuis le renversement de Jean-Bedel Bokassa par l'armée française en 1979, le complot français est systématiquement brandi par les présidents menacés par des rébellions. La fin des présidences d'Ange-Félix Patassé en 2003 et de François Bozizé en 2013, tous deux chassés par des mouvements rebelles, a ainsi été caractérisée par une forte paranoïa antifrançaise et des déclarations hostiles plus ou moins publiques¹⁶. Dans ce pays, crise politico-sécuritaire et discours antifrançais vont de pair au moins depuis les années 1990 et le ressentiment antifrançais constitue un des arrière-plans de la politique centrafricaine. La paranoïa antifrançaise des dirigeants centrafricains domine actuellement à Bangui pendant la présidence de Faustin-Archange Touadéra et se traduit par des campagnes médiatiques hostiles et des arrestations de Français suspectés d'être des agents déstabilisateurs (affaire Raineteau, affaire Quignolot et affaire Gazier¹⁷). Ces affaires ont été suivies par l'arrestation, au début de l'année 2023, de deux anciens militaires français travaillant pour l'Organisation des Nations unies – arrestation qui a donné lieu à des envolées lyriques antifrançaises¹⁸. Tandis que Radio France internationale (RFI) est qualifiée de « radio mille collines », les rares sociétés françaises encore présentes à Bangui sont mises sous pression.

Des griots antifrançais connus comme étant les porte-parole officiels du régime animent les réseaux sociaux, permettant aux autorités centrafricaines de se ménager la possibilité de nier leur responsabilité dans la promotion du discours antifrançais en l'imputant à des « voix de la société civile ». Toutefois, le discours antifrançais est officieusement assumé, validé et encouragé par les autorités. N'ayant pas été avare d'appels à la violence contre les intérêts français à Bangui en 2022, l'un de ces griots antifrançais, Blaise Didacien Kossimatchi, a commencé l'année 2023 en suggérant le départ de l'ambassadeur de

16. Le président Ange-Félix Patassé a été chassé du pouvoir par une rébellion menée par le général François Bozizé qui a lui-même été chassé du pouvoir dix ans plus tard par une autre rébellion.

17. Laurent Fortin, « Loire-Atlantique : Dans *Barbouze* ?, l'accusé de Bangui livre sa vérité », *L'Hebdo de Sèvre et Maine*, 30 novembre 2021 ; « En Centrafrique, un Français accusé d'espionnage entame une grève de la faim », *Le Monde*, 12 septembre 2022 ; « La Centrafrique annonce des poursuites contre un Français résidant au Cameroun », *Africa 24*, 8 novembre 2022.

18. Saint-Cyr Gbégbé-Ngaina, « Deux espions Français dans le viseur de la police centrafricaine », *Lengo Songo*, 12 janvier 2023.

France (« architecte du coup d'État en préparation... ainsi que de toutes les ONG françaises identifiées et localisées ») et le dépôt d'une plainte contre la France à la Cour pénale internationale (CPI) « pour violation récurrente du territoire centrafricain afin de déstabiliser les institutions républicaines et instaurer un ordre nouveau¹⁹ ».

Acteurs et vecteurs du discours antifrçais

Mouvement intellectuel et politique africain et nord-américain qui prône une vraie indépendance de l'Afrique ainsi qu'une solidarité entre peuples africains et afrodescendants, le panafricanisme

« Le panafricanisme connaît un renouveau »

connaît un renouveau souvent dénommé néopanafricanisme²⁰.

Les discours antifrçais sont amplifiés, voire exacerbés dans

l'espace public, par les néopanafricanistes qui proposent un brouet dont complotisme, populisme, démagisme, désinformation et xénophobie sont les principaux ingrédients. Diffusés à travers les réseaux sociaux, ces discours rencontrent une audience importante dans la jeunesse urbaine et offrent les « coupables » sur un plateau d'argent. La convergence d'intérêts entre les milieux néopanafricanistes et le régime poutinien est telle que certains d'entre eux peuvent être légitimement considérés comme des agents d'influence de la Russie.

Kémi Séba, le plus célèbre des néopanafricanistes, était en octobre 2022 l'un des hôtes de marque à Moscou de la conférence « *Russia-Africa. What is next ?* » organisée par l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, en présence du vice-ministre russe des Affaires étrangères, chargé de l'Afrique et du Moyen-Orient, Mikhaïl Bogdanov. Avant son interdiction en France, Kémi Séba était aussi un habitué des plateaux de la chaîne de télévision *Russia Today*.

Surnommée « *The lady of Sotchi* » ou parfois « Nathalie Yambonov », Nathalie Yamb qui, sur un registre polémique, parfois ordurier, vilipende la France et les présidents ou régimes ouest-africains jugés par elle comme trop proches de Paris (Alassane Ouattarra, Macky Sall,

19. Communiqué de presse de la Plateforme de la galaxie panafricaine, n° 2, 2023 ; Érick Ngaba, « RCA : la galaxie panafricaine exige le départ de l'ambassadeur de France », *Najoni Sango*, 15 janvier 2023.

20. Sur les éléments suivants, se rapporter au rapport de l'Ifri codirigé par Al. Antil, Fr. Giovalucchi et Th. Vircoulon, *op. cit.*

Mohamed Bazoum, etc.) a été invitée à la première conférence russo-africaine de Sotchi, les 23 et 24 octobre 2019. Cette tribune lui a conféré une audience importante dans la mouvance néopanafricaniste. « Les bases militaires françaises ne servent qu'à permettre le pillage des ressources, l'entretien de rébellions, l'entraînement de terroristes et le maintien de dictateurs à la tête [des] États », affirmait-elle à cette occasion. Selon le magazine *Jeune Afrique*, elle comptait 490 000 abonnés sur Facebook, 230 000 sur Twitter, 240 000 sur YouTube et 36 000 sur Instragram à la fin de 2022. À l'instar de Kémi Séba, elle a été approchée par des organismes liés à Evgueni Prigojine, notamment l'*Association for Free Research and International Coopération* et la *Foundation for the Protection of National Values* dirigée par Alexander Malkevich. Elle a participé, en janvier 2020, à une conférence organisée par ces structures et apparaît en photo avec Malkevich.

Le renouveau du panafricanisme se traduit par la formation d'une nébuleuse militante, plus ou moins structurée par des associations proches des pouvoirs en place. Trois pays illustrent le développement de ces mouvements dans la société civile. Au Mali, l'association « Yerewolo – Debout sur les remparts », qui a émergé en 2020, a organisé des manifestations antifrançaises dans lesquelles sont apparus des drapeaux russes. Outre la France, Yerewolo s'attaque également violemment à la présence de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) puis à la Cedeao et aux sanctions prises par celle-ci. Ce mouvement se définit comme souverainiste, s'affiche dans un soutien total à la junte installée depuis 2020, y compris dans son appel aux forces du groupe paramilitaire Wagner et à la prolongation de la durée de la transition.

Au Burkina Faso, le « Collectif de défense des militaires » porte le discours antifrançais comme tous les autres éléments narratifs de la junte. Autour de la junte du capitaine Ibrahim Traoré, des mouvements de soutien, très antifrançais, se sont coalisés tels que le « Collectif des leaders panafricains » et la « Fédération des mouvements panafricains du Burkina Faso » (FMPBF) de Nestor Podassé, dit Mandela I^{er}, par ailleurs coordinateur national de la « Planète des jeunes panafricanistes » (PJP). En Centrafrique, *Talitha Koum* et la plateforme « Galaxie nationale » de Kossimatchi sont les principales organisations panafricaines antifrançaises.

Dans ces trois pays, on observe une coïncidence temporelle entre l'amplification médiatique du discours antifrançais et le rapproche-

ment avec la Russie par l'intermédiaire du groupe Wagner. Au Burkina Faso, plusieurs dizaines de militants sur les réseaux sociaux auraient monté des minifermes à trolls dans la capitale burkinabaise avec l'aide de financements russes. En Centrafrique, le groupe Wagner finance des médias²¹ et de faux comptes Facebook prorusse amplifient la diffusion de leurs messages hostiles à la France. De manière révélatrice, les griots qui mettent régulièrement la France en accusation sur les réseaux sociaux répètent aussi les éléments de langage du gouvernement russe sur l'invasion de l'Ukraine²².

* * *

La Françafrique, qui s'éteint progressivement depuis la fin du XX^e siècle, a façonné les imaginaires politiques actuels plus que la période coloniale elle-même. C'est pourquoi le franc CFA et les bases militaires sont notamment les deux arguments les plus invoqués dans la critique de la politique africaine de la France. Paradoxalement, c'est au moment où la Françafrique n'est plus qu'une ombre que sa critique est la plus virulente en Afrique. Dans la mesure où le ressentiment africain contre la politique française existe depuis longtemps, comment comprendre son amplification récente ? En effet, il n'est plus limité, comme par le passé, aux élites intellectuelles mais il a pénétré très fortement les couches populaires (notamment urbaines), au point d'être devenu une figure classique du débat politique en Afrique.

Cette amplification actuelle semble s'expliquer à la fois par le besoin d'un bouc émissaire dans le cadre d'une grammaire d'explication de l'évolution décevante, voire catastrophique, de certains pays francophones²³ et par le moment géopolitique qui voit se rapprocher néopanafricanistes et pouvoir russe dans le contexte d'une nouvelle Guerre froide.

Alain ANTIL, François GIOVALUCCHI et Thierry VIRCOULON



Retrouvez le dossier « **Afrique subsaharienne** »
sur www.revue-etudes.com

21. Saber Jendoubi, « Panorama de la presse centrafricaine. Entre pauvreté et politique d'influence », *Note de l'Ifri*, octobre 2019.

22. Maxime Audinet et Emmanuel Dreyfus, *La Russie au Mali, une présence bicéphale*, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem), septembre 2022.

23. Parmi les vingt pays les plus pauvres du monde, huit sont des pays d'Afrique francophone.